

DEMANDE/CERTIFICATION DE SERVICES TANF

Instructions

- Les informations requises sur ce formulaire sont nécessaires pour déterminer si des fonds fédéraux d'assistance temporaire aux familles nécessiteuses (TANF) peuvent ou non être utilisés pour vous fournir des services.
- Des informations supplémentaires sur les termes dans ce formulaire sont incluses aux pages 6 et 7.

**Parmi les personnes suivantes, lesquelles vivent dans votre ménage ?
Cochez tout ce qui s'applique :**

- Un enfant mineur de moins de 18 ans ou de moins de 19 ans qui fréquente un établissement secondaire ou un niveau équivalent de formation professionnelle ou technique (par ex., un programme BOCES),
- Une femme enceinte,
- Un adulte qui n'est pas le parent, mais est un membre de la famille qui s'occupe d'un enfant mineur,

OU

- Vous êtes le parent non gardien d'un enfant mineur.
- Si aucune case n'est cochée, **ARRÊTEZ**. Vous ne remplissez pas les conditions requises pour bénéficier des services financés par la TANF.
- Si une ou plusieurs cases sont cochées, poursuivez avec la demande.

SECTION UN :

Informations sur le demandeur et la famille du (de la) demandeur(se) (membres de la famille)

- Assurez-vous de lire la définition de « **Demandeur(se)** » à la page 6.
- Les informations fournies dans la Rubrique A doivent concerner le (la) demandeur(se) de services TANF.

A. Nom du (de la) demandeur(se) : _____

Adresse du domicile : _____
(Rue) (Appartement) (Ville, État, Code postal)

Numéro de téléphone : _____

B. Fournissez ci-après les informations sur le (la) demandeur(se) et les **membres de la famille** du (de la) demandeur(se) qui vivent avec le (la) demandeur(se). Assurez-vous de lire la définition de « **Membres de la famille** » aux page 6 et 7.

	NOM (prénom, initiale du second prénom, nom de famille)	LIEN DE PARENTÉ AVEC VOUS	DATE DE NAISSANCE	LIEU DE NAISSANCE	NUMÉRO DE SÉCURITÉ SOCIALE	Cochez en cas de demande des services
1.	Demandeur(se)					
2.						
3.						
4.						
5.						
6.						

C. Si le (la) demandeur(se) de services est un enfant mineur, l'enfant (cochez une option le cas échéant) :

Vit-il avec un proche qui est l'aidant principal de l'enfant mineur

ou

Est-il placé dans une famille d'accueil et est-t-il prévu de ramener l'enfant à son domicile.

Un enfant mineur est-il inclus dans la Rubrique B ci-dessus ?

Oui, **passez à** la Section Deux.

Non, **passez à** la question suivante (D).

D. Si aucun enfant mineur n'est inclus dans la Rubrique B, la demandeuse ou une membre de la famille est-elle enceinte ?

Oui, **passez à** la Section Deux.

Non, **passez à** la question suivante (E).

E. Un membre de la famille inclus dans la Rubrique B ci-dessus est-il l'aidant principal d'un enfant mineur (voir définition à la page 6) ?

Le cas échéant, complétez ce qui suit à propos de l'enfant mineur qui est pris en charge :

	NOM DE L'ENFANT	DATE DE NAISSANCE	LIEN DE PARENTÉ
1.			
2.			
3.			

Allez à la Section Deux.

Non, **passez à** la question suivante (F).

F. Êtes-vous le parent non gardien d'un ou de plusieurs enfants mineurs qui ne vivent pas avec vous ?

Non. **Arrêtez-vous ici.** Vous ne pouvez pas recevoir les services TANF car ni vous ni un membre de la famille n'est un enfant mineur, une femme enceinte, le principal aidant d'un enfant mineur, ou vous n'êtes pas le parent non gardien d'un enfant mineur.

Oui. Complétez les informations ci-dessous :

	NOM DE L'ENFANT	DATE DE NAISSANCE
1.		
2.		
3.		
4.		

Vous devez également compléter le formulaire « Remise d'informations sur le parent non gardien » (OTDA-4728).

SECTION DEUX : Statut de citoyen(ne)/non-citoyen(ne)

A. Tous (toutes) les demandeurs(ses) de services TANF (tels que cochés dans la Section Un, Rubrique B) sont-ils des citoyen(ne)s des États-Unis ?

Oui. Si oui, **passer à la Section Trois.**

Non. Si non, complétez la Rubrique B.

B. Si soit le (la) demandeur(se) ou un (des) membre(s) de la famille qui fait(font) une demande de services TANF n'est (ne sont) pas un (une) (des) citoyen(ne)s des États-Unis, consultez la « Liste des statuts d'immigration » aux pages 7 à 9 et indiquez-nous le statut qui s'applique à chaque membre de la famille qui fait une demande de services TANF. Saisissez le numéro de statut que vous trouverez dans la liste et complétez les informations ci-dessous.

	NOM	NUMÉRO DE LISTE	NUMÉRO DE FORMULAIRE INS	NUMÉRO DE RÉSIDENT ÉTRANGER	DATE D'ENTRÉE AUX ÉTATS-UNIS/STATUT OCTROYÉ
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					
6.					

SECTION TROIS : Revenus des membres de la famille

A. Le (la) demandeur(se) bénéficie-t-il (elle) actuellement de prestations au titre d'un ou de plusieurs de ces programmes ?

Oui, cochez le(s) programme(s) et **passer ensuite à la Section Quatre.**

ASSISTANCE FAMILIALE/FILET DE SÉCURITÉ	MEDICAID	Programme d'aide alimentaire supplémentaire (SNAP)	HEAP	SSI

Non, complétez la rubrique B ci-dessous.

B. Revenus du (de la) demandeur(se) et des membres de la famille du (de la) demandeur(se).

- Incluez le revenu brut (revenu avant impôts et déductions) de chaque membre de la famille figurant dans la Section Un, Rubrique B qui perçoit des revenus. Voir la définition de « **Revenu brut** » à la page 7 pour une explication des revenus que vous devez nous déclarer et de quels revenus vous n’êtes pas obligé(e) d’inclure.
- Indiquez toutes les sources de revenu brut, y compris les salaires, les allocations de sécurité sociale, les prestations d’aide sociale, la pension alimentaire pour enfant ou conjoint, etc. reçues et tout autre revenu récurrent d’un membre de la famille.

	NOM	SOURCE DE REVENUS : SALAIRES, SÉCURITÉ SOCIALE, etc.	MONTANT	PERÇU (Cochez une case)		
				Tous les ans	Tous les mois	Toutes les semaines
1.	Demandeur(se)					
2.						
3.						
4.						
5.						
6.						

C. Le (la) demandeur(se) ou tout membre de la famille paie-t-il (elle) actuellement régulièrement une pension alimentaire pour enfants conformément à une ordonnance judiciaire pour des enfants qui ne résident pas dans le ménage ?

- Non, **passez à la Section Quatre.**
- Oui Si oui, combien le membre de la famille paie-t-il (elle) ? _____ \$. À quelle fréquence le membre de la famille paie-t-il (elle) ce montant (toutes les semaines, tous les mois ou tous les ans) ? _____.

Passez à la Section Quatre.

SECTION QUATRE : Notification et signature du (de la) demandeur(se)

On peut vous demander de prouver une ou toutes vos déclarations. Si nous vous demandons de faire cela, nous vous indiquerons comment prouver vos déclarations.

Pourquoi nous demandons le(s) numéro(s) de sécurité sociale :

- Toute personne qui fait une demande ou bénéficie des services ou d’une assistance TANF doit nous donner son numéro de sécurité sociale.
- Les numéros de sécurité sociale sont exigés en vertu de la loi fédérale (Section 409(a)(4) de la loi sur la sécurité sociale) et de la réglementation fédérale (45 CFR 264.10).

Pourquoi nous **pouvons** utiliser le(s) numéro(s) de sécurité sociale :

- Pour effectuer des comparaisons informatiques avec d'autres programmes pour prouver que vous recevez ces programmes (par exemple, SNAP).
- Pour effectuer une comparaison informatique afin de vérifier d'autres informations sur le formulaire de certification (par exemple, vos revenus professionnels).
- Pour vérifier votre statut de résident étranger avec le service de l'immigration et de la naturalisation (INS).

Si vous êtes le parent non gardien d'un enfant, nous **utiliserons** votre numéro de sécurité sociale pour fournir des informations vous concernant pour les services d'exécution des pensions alimentaires pour enfants intra et interétatiques.

Si vous n'êtes pas d'accord avec des décisions que nous prenons concernant votre éligibilité à recevoir les services TANF, vous pouvez faire examiner votre certification par une personne d'un niveau supérieur à celui de la personne qui a pris la première décision.

Vous devez signer ce formulaire pour que votre demande de certification TANF soit complétée.

En signant ceci, je jure, sous peine de parjure, que :

- **Toutes les déclarations ci-dessus sont vraies, au meilleur de mes connaissances et que je suis disposé(e) à coopérer à tout effort pour vérifier les informations fournies, y compris la composition du ménage, les revenus et le statut de citoyenneté.**

***Signature :** _____ **Date :** _____

Lien de parenté avec le (la) demandeur(se) : _____

*Un parent ou le proche aidant principal doit signer pour un (une) demandeur(se) qui est un enfant mineur. Le commissaire du Département des services sociaux (Department of Social Services) ou le représentant du commissaire doit signer pour les enfants placés dans une famille d'accueil.

Définitions

ENFANT MINEUR : Un « *enfant mineur* » est un enfant de moins de 18 ans ou de moins de 19 ans qui fréquente un établissement secondaire ou un niveau équivalent de formation professionnelle ou technique (par exemple, un programme BOCES). Pour qu'un enfant mineur soit admissible aux services TANF, l'enfant mineur doit vivre avec un parent ou autre proche qui est l'aidant principal de l'enfant, ou être placé en famille d'accueil avec un projet de retour à la maison.

AIDANT PRINCIPAL : L'aidant principal est le proche adulte avec qui l'enfant mineur vit, si l'enfant ne vit pas avec son parent. L'aidant principale prend la majeure partie des décisions concernant le bien-être de l'enfant.

PARENT NON GARDIEN : Un parent non gardien est un parent qui ne vit pas avec ou n'assure pas la garde physique de l'enfant, mais qui est légalement responsable de fournir une assistance financière et médicale à l'enfant.

Qui est le (la) demandeur(se) de services TANF ?

La personne qui effectue une demande de services TANF est le (la) demandeur(se). Les informations sur cette personne doivent être incluses dans la Section Un, rubriques A et B. Lorsque plus d'une personne effectue une demande de services TANF, un membre adulte de la famille effectuant une demande de services TANF doit être enregistré en tant que demandeur(se). S'il n'y a aucun membre adulte de la famille effectuant une demande de services TANF, le (la) demandeur(se) doit être l'enfant le plus âgé faisant une demande de services TANF.

Exception concernant le proche aidant

Lorsque l'aidant principal d'un enfant mineur est un proche qui n'est pas le parent de l'enfant ET que les services TANF dont la famille a besoin sont des services de protection de l'enfance ou de prévention, LE (LA) DEMANDEUR(SE) EST L'ENFANT MINEUR.

Ces services consistent uniquement à permettre à l'aidant principal de l'enfant de continuer à s'occuper de l'enfant mineur en toute sécurité à domicile ou à ramener l'enfant mineur de la famille d'accueil au domicile du proche.

Pour tous les autres services, le (la) demandeur(se) est la personne qui bénéficiera effectivement des services.

Qui sont les membres de la famille ?

Toutes les personnes suivantes **qui vivent avec** le (la) demandeur(se) sont des membres de la famille et doivent être incluses dans la Section Un, Rubrique B :

- le mari ou la femme du (de la) demandeur(se)
- les enfants mineurs du (de la) demandeur(se) et leurs frères et sœurs qui sont également des enfants mineurs (y compris les demi-frères et sœurs),
- Si le (la) demandeur(se) est mineur(e), les parents du (de la) demandeur(se) et les frères et sœurs du (de la) demandeur(se) qui sont des enfants mineurs, et
- le père ou la mère de tout enfant mineur figurant ci-dessus, même si le parent n'est pas marié.

Règles spéciales pour les membres de la famille

Enfants en famille d'accueil

Un enfant placé dans une famille d'accueil est inclus en tant que « membre de la famille » s'il est prévu de ramener l'enfant au domicile. Les règles ci-dessus pour les « membres de la famille » ne s'appliquent pas aux enfants en famille d'accueil qui font une demande de services TANF pour eux-mêmes. Dans ce cas, l'enfant en famille d'accueil est considéré comme une famille d'une personne.

Mineurs mariés

- Un enfant mineur qui est marié et vit dans le ménage du (de la) demandeur(se) n'est pas inclus en tant qu'enfant mineur membre de la famille.
- Si l'enfant mineur qui est marié est le (la) demandeur(se) ou le (la) conjoint(e) du (de la) demandeur(se), les membres de la famille n'incluent pas les parents ou frères et sœurs de l'enfant mineur marié.

REVENUS BRUTS

Vous devez nous déclarer les revenus actuels des membres de la famille que vous avez cités dans la Section Un, Rubrique B. Vous devez nous fournir les montants des revenus bruts. Les revenus bruts signifient les revenus avant impôts et autres déductions. Les revenus que vous devez déclarer comprennent, mais sans s'y limiter :

- salaires, traitements et pourboires provenant du travail
- revenus d'une activité indépendante (après déduction des frais professionnels)
- allocations de sécurité sociale
- aide sociale (assistance familiale, assistance « filet de sécurité »)
- indemnisation du chômage
- indemnisation de travail
- Revenu complémentaire de sécurité (Supplemental Security Income, SSI)
- paiements de pension alimentaire perçus
- pension alimentaire reçue
- paiements d'intérêts
- autres revenus récurrents qui ne sont pas exclus ci-dessous

Revenus que vous ne devez pas inclure

- Revenus professionnels d'un enfant mineur
- Paiements pour adoption/placement familial
- Prêts uniques, cadeaux, paiements forfaitaires ou autres revenus non récurrents
- Paiements de subventions pour la garde d'enfants

Revenus actuels

Les revenus actuels sont les revenus qui ont été ou devraient être perçus au cours du mois civil de la demande de services TANF et qui devraient se poursuivre au-delà de ce mois.

ou

Si vos revenus du mois civil de la demande sont supérieurs à vos revenus mensuels habituels, vous pouvez fournir des informations basées sur vos revenus annuels (revenus des douze derniers mois). Ces revenus annuels doivent être ajustés pour tenir compte de tout changement de revenu connu ou attendu. Par exemple, si vous avez récemment obtenu un nouvel emploi, vous devez inclure les revenus provenant de cet emploi pour calculer vos revenus annuels. Vous ne devez pas inclure les revenus perçus dans le passé qui selon vous ne devraient pas se reproduire.

Liste des statuts d'immigration *(Cette liste est utilisée pour remplir la Section Deux lorsqu'un (une) demandeur(se) de services TANF n'est pas un (une) citoyen(ne) des États-Unis.)*

Il vous sera demandé de fournir les documents pour vérifier le statut d'immigration de la personne. Nous vous demandons votre statut d'immigration pour déterminer si vous ou un membre de la famille pouvez bénéficier des services TANF financés par le gouvernement fédéral. Vous pouvez être un (une) immigrant(e) légal(e), mais ne pas avoir droit aux services TANF financés par le gouvernement fédéral. **Remarque : Un membre de la famille ne peut pas bénéficier des services TANF sauf si le membre de la famille est un (une) citoyen(ne) des États-Unis ou est un (une) non-citoyen(ne) admissible en vertu d'un des statuts figurant sur cette page.**

STATUT	Date pertinente pour l'éligibilité	Documentation commune
1. Réfugié(e)s	Entrée	<p>I-94 : estampillé "Admitted under Section 207 of the INA" (Admis(e) en vertu de la section 207 de l'INA), "Refugee" (Réfugié(e)), « RE1, RE2, RE3, RE4 » ou</p> <p>I-551 : estampillée « R8-6, RE5, RE6, RE7, RE8 or RE9 » ou</p> <p>I-571 : document de voyage pour réfugiés ou</p> <p>I-688B : Document d'autorisation d'emploi portant la mention « 8 C.F.R. § 274a.12(a) (3) » ou</p> <p>I-766 : document d'autorisation d'emploi portant la mention « a3 »</p>
2. Entrant(e)s cubain(e)s/haïtien(ne)s	Statut accordé	<p>I-94 : estampillé "Cuban/Haitian Entrant (status pending)" (Entrant(e) cubain(e)/haïtien(ne) (statut en attente)), "Section 212(d) (5) of the INA" (Section 212(d) (5) de l'INA), "Form I-589 filed" (Formulaire I-589 déposé), ou « CU6 », ou « CU7 » ou</p> <p>I-94 tampon attestant d'une libération conditionnelle en vertu de la section 212(d)(5) de l'INA ou tampon attestant d'une libération conditionnelle aux États-Unis le ou après le 10/10/1980 et preuve raisonnable que le bénéficiaire de la libération conditionnelle est un (une) ressortissant(e) (citoyen[ne]) de Cuba ou d'Haïti ou</p> <p>I-551 : estampillé "CU6, CU7, or CH6" ou</p> <p>Tampon I-551 temporaire dans le passeport étranger. ou</p> <p>Avis ou lettre de l'USCIS indiquant une procédure d'exclusion ou d'expulsion en cours ou</p> <p>Un document de l'USCIS indiquant que la personne a effectué une demande d'asile.</p>
3. Bénéficiaires du droit d'asile	Statut accordé	<p>I-94 : estampillé "Granted asylum under Section 208 of the INA" (Asile accordé en vertu de la section 208 de l'INA) ou</p> <p>I-551 : estampillé "AS1, AS2, AS3, AS6, AS7, or AS8" ou</p> <p>I-688B : carte d'autorisation d'emploi portant la mention « 8 C.F.R. § 274a.12(a)(5) » ou</p> <p>I-766 : document d'autorisation d'emploi portant la mention « (a5) » ou</p> <p>Lettre d'accord du bureau en charge de l'asile de l'USCIS ou</p> <p>Ordonnance d'un juge de l'immigration accordant l'asile.</p>
4. Immigrant(e)s améri-sien(ne)s	Entrée	<p>I-94 : estampillé "AM1, AM2, AM3, AM6, AM7, or AM8". Déterminer la date d'entrée à partir de la date d'inspection figurant sur le tampon ; si la date est manquante, l'obtenir sur le formulaire I-551 ou auprès de l'USCIS ou</p> <p>I-551 : estampillé "AM1, AM2, AM3, AM6, AM7, or AM8" ou</p> <p>Tampon I-551 temporaire dans le passeport étranger ou</p> <p>I-571 : document de voyage pour réfugiés ou</p> <p>Visa de sortie du territoire vietnamien ou passeport estampillé "AM1, AM2 or AM3"</p>
5. Suspension de l'expulsion ou de l'éloignement	Statut accordé	<p>I-688B : carte d'autorisation d'emploi portant la mention « 8 C.F.R. § 274a.12(a)(10) » ou</p> <p>I-766 : Document d'autorisation d'emploi portant la mention « (a10) » ou</p> <p>Ordonnance du juge de l'immigration indiquant la date à laquelle l'expulsion a été suspendue en vertu de la section 243(h) de l'INA telle qu'elle était en vigueur avant le 1er avril 1997, ou l'éloignement suspendu en vertu de la section 241(b)(3) de l'INA</p>
6. Certain(e)s Hmong ou Laotien(ne)s des hauts plateaux	Statut accordé	<p>I-94 : estampillé "Admitted under Section 207 of the INA" (Admis(e) en vertu de la section 207 de l'INA), "Refugee" (Réfugié(e)), "RE1, RE2, RE3, or RE4" ou</p> <p>INS I-551 : estampillé "RE5, RE6, RE7, RE8 or RE9" ou</p> <p>Dispose d'une déclaration écrite sous serment, sous peine de poursuites judiciaires, attestant qu'il/elle était membre d'une tribu Hmong ou Laotien(ne) des hauts plateaux entre le 5 août 1964 et le 7 juillet 1975 ou qu'il (elle) est le (la) conjoint(e) attesté(e)*, la veuve, le veuf ou la personne à charge non mariée d'un membre de la tribu, et Documents prouvant que vous résidez légalement aux États-Unis</p> <p>Les conjoint(e)s divorcé(e)s ne remplissent pas les conditions requises</p>
7. Admis(e) légalement à la résidence permanente (LPR) sans 40 trimestres admissibles	Entré(e) avant le 22 août 1996 Entré(e) le/après le 22 août 1996 et résidant(e) aux États-Unis depuis 5 ans ou plus.	<p>I-551 : (carte de résident permanent) ou</p> <p>Tampon I-551 temporaire dans le passeport étranger ou sur I-94. ou</p> <p>I-327 (permis de retour) ou</p> <p>I-181 : memorandum de création de la résidence permanente légale avec tampon d'approbation</p>
8. Ancien(ne) combattant(e), conjoint(e), conjoint(e) survivant(e) non marié(e) et enfant à charge non marié d'un ancien(ne) combattant(e) américain(e) ayant accompli le service actif minimum requis (2 ans)	Statut accordé	<p>Un certificat de décharge (formulaire DD-214) portant la mention « Honorable ». Une décharge "Under Honorable Conditions" (Dans des conditions honorables) n'est pas une "Honorable Discharge" (Décharge honorable) à ces fins. Le bloc « Motif de la séparation » ne doit pas indiquer que le renvoi est dû à l'« extranéité » (alienage) ou à l'absence de citoyenneté américaine</p>

STATUT	Date pertinente pour l'éligibilité	Documentation commune
9. Militaire actif(ve) : service actif ou membre des forces armées en service à temps plein dans l'armée de terre, la marine, l'armée de l'air, le corps des marines ou les garde-côtes, conjoint(e) et enfants	Statut accordé	Carte d'identité militaire (<u>formulaire DD 2</u>) (active) dont la date d'expiration est supérieure à un an à compter de la date de détermination. Si la carte d'identité doit expirer dans un délai d'un an à compter de la date de détermination, utilisez une copie des ordres militaires actuels.
10. Entrant(e) conditionnel(le) (statut accordé aux réfugiés avant 1980)	Entrée	<u>I-94</u> avec un tampon indiquant une admission en vertu de la section 203(a)(7) de l'INA ou <u>I-688B</u> (carte d'autorisation d'emploi) portant la mention « 274a.12(a)(3) » ou <u>I-766</u> (document d'autorisation de travail) portant la mention « (a1) » ou « (a3) »
11. Le (la) conjoint(e) ou l'enfant d'un (une) citoyen(ne) américain(e) ou d'un(e) LPR, ou le parent ou l'enfant d'une telle personne, qui obtient un « avis de présomption » de l'USCIS en vertu de la loi sur la violence à l'égard des femmes (Violence Against Women Act, VAWA)	Entré(e) avant le 22/08/96 Entré(e) le/après le 22 août 1996 et résidant(e) aux États-Unis depuis 5 ans ou plus.	I-797 (avis d'action) indiquant la recevabilité de la présomption d'une auto-demande I-360 en vertu de la section 204(a)(1)(A) (iii) ou (iv) de l'INA ; ou de la section 204(a)(1)(iii)(B) (i) ou (iii) de l'INA
12. Victime de la traite des êtres humains	Entrée	Document de certification (pour les adultes) ou lettre d'éligibilité (pour les enfants) du Bureau de réinsertion des réfugiés (Office of Refugee Resettlement, ORR) ; appeler le 1-866-401-5510 pour vérification ou <u>I-94</u> codé T1, T2, T3, T4 ou T5 indiquant l'admission au titre de la section 212(d)(5) de l'INA si le statut a été accordé pour au moins un an
13. Libération conditionnelle (pour au moins un an) (non-citoyen[ne]s autorisé[s] à entrer aux États-Unis pour des raisons humanitaires ou d'intérêt public)	Résidant légalement aux États-Unis le 22 août 1996 Entré(e) le/après le 22 août 1996 et résidant(e) aux États-Unis depuis 5 ans ou plus.	<u>I-94</u> avec la mention "Paroled pursuant to Section 212(d)(5)" (Libération conditionnelle en vertu de l'article 212(d)(5)) ou "parole" (libération conditionnelle) ou « PIP » avec la date d'entrée et la date d'expiration indiquant un an ou <u>I-688B</u> portant la mention « 8 CFR Section 274a 12(a)(4) ou 274(a) 12(c)(11) » ou <u>I-766</u> portant la mention « C11 » ou A4, et <u>I-94</u> indiquant que la personne concernée a été admise pour au moins un an
14. Indien(ne) d'Amérique du Nord né(e) au Canada	S.O.	<u>I-551</u> : (carte de résident permanent) : estampillé « S1-3 », tampon temporaire <u>I-551</u> dans un passeport canadien ou <u>I-94</u> : estampillé « S1-3 » ou <u>Document tribal</u> certifiant au moins 50 % de sang amérindien, conformément à la section 289 de l'INA ou membre attesté d'une tribu reconnue par le gouvernement fédéral et dossiers scolaires, ou certificat de naissance ou de baptême délivré dans une réserve, ou autre preuve satisfaisante de la naissance au Canada
15. Membre d'une tribu reconnue par le gouvernement fédéral, né(e) en dehors des États-Unis	S.O.	Carte de membre ou autre document tribal démontrant l'appartenance à une tribu indienne reconnue par le gouvernement fédéral en vertu de la section 4(e) de la loi sur l'autodétermination des Indiens et l'aide à l'éducation (Indian Self-Determination and Education Assistance Act)